

Mais si j'ai exprimé les vues de ceux qui résident dans la Confédération, laissez-moi attirer aussi votre attention sur celles qui ont été exprimées sur cette question par des spectateurs impartiaux, en dehors de la Confédération. Je ne lirai pas des journaux hostiles aux Canadiens-français, parce que je sais qu'en les citant comme autorité, je n'aurais aucun effet sur ceux que je voudrais voir étudier sérieusement cette question. De telles animosités ne devraient pas exister entre les députés anglais et français de cette chambre. Il ne devrait pas y avoir de divergence d'opinions sur ce sujet, entre ceux qui viennent de la province de Québec et qui parlent le français, leur langue maternelle, et ceux qui viennent des autres provinces de la Confédération et qui parlent la langue anglaise. Si, en fait et en vérité, il est de l'intérêt de la Confédération, qu'il n'y ait qu'une race, qu'une nationalité, qu'une seule vie nationale, il est de notre devoir à tous de chercher à obtenir ce résultat.

Je vais maintenant citer un journal catholique que mon honorable ami, le ministre de la Justice, nous a cité dans cette chambre, à la dernière session. J'avoue que je n'avais pas entendu parler de ce journal avant cela, mais il n'y a pas de doute qu'il est aujourd'hui devenu historique.

C'est le *Month*. Parlant de cette difficulté de la langue française au Canada, l'écrivain dit, en 1885 :

Tout en reconnaissant volontiers que le Canadien-français est en arrière de son voisin de langue anglaise, non-seulement sous le rapport de l'agriculture, mais encore pour ce qui concerne le commerce et les diverses autres branches, il ne faut pas accepter comme exact tout ce qu'on dit de ce même voisin de langue anglaise. Une des choses les plus frappantes et les plus curieuses de la vie sociale au Bas-Canada, c'est la haine latente qu'ont les uns pour les autres les races française et de langue anglaise. Il est triste de le dire, mais la vérité l'exige : les personnes de langue anglaise, qu'elles soient anglaises, irlandaises ou écossaises, ont rarement une bonne parole, pour leurs voisins de race française ; et ce qui est encore plus triste et plus inexplicable, c'est que de tous ces habitants de langue anglaise, ce sont les Irlandais qui semblent avoir le moins de relations avec les Canadiens-français et vivre avec eux dans la plus grande inimitié.

Une VOIX : Croyez-vous cela ?

M. McCARTHY : On a accepté ce journal comme une bonne autorité lors de la dernière session. Je cite la même autorité dont s'est servi mon honorable ami, le ministre de la Justice, pendant la dernière session.

Sir JOHN A. MACDONALD : Il y a douze mois de cela.

M. McCARTHY : L'article dit ensuite :

Si les Canadiens-français n'étaient pas catholiques, s'ils n'étaient pas le peuple que les Irlandais sont censés aimer plus que tout autre, on pourrait ne pas être intrigué de cette énigme sociale.

L'article donne les raisons ou l'explication d'après son auteur, du fait que la haine est plus grande entre les Irlandais et les Canadiens-français, qu'entre ces derniers et toute autre nationalité, et il ajoute :

La conservation de la langue française en Canada paraît être le sujet qui absorbe le plus l'attention aujourd'hui, non seulement dans ce pays-là, mais aussi en France, et l'opinion publique des deux pays semble un peu divisée sur cette question. Tous les Français et la plupart des Canadiens d'origine française sont d'avis qu'il est absolument nécessaire de conserver leur langue en Amérique ; mais comment y parviendra-t-on ? Le meilleur moyen serait, naturellement, d'annexer le Canada à la France ; mais il n'y a pas à y songer. Chose

certaine, c'est qu'en dépit de la prodigieuse ténacité avec laquelle les Français ont conservé leur langue, en Canada, on voit que celle-ci perd du terrain.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je ne vois pas cela.

M. McCARTHY : Moi non plus ; mais c'est l'opinion de cet écrivain. Enfin, l'écrivain du *Month* dit :

Il semblerait que le gouvernement français a parfaitement compris que la langue française est en danger au Canada, et que l'on a pris des mesures pour établir des relations plus intimes et plus générales entre les populations de langue française des deux côtés de l'Atlantique. Cela peut s'effectuer de plusieurs manières, mais aucun moyen ne serait plus efficace que l'établissement d'étroites relations commerciales.

Dans un autre article, cette feuille donne crédit à mon honorable ami le secrétaire d'Etat des efforts qu'il a faits pour amener entre la France et la population de la province de Québec, cette sympathie qui ne se manifestait pas avant cela.

J'ai lu ces extraits du *Month*, parce que j'ai cru qu'on les accepterait comme une autorité sûre, vu que le ministre de la Justice avait déjà cité ce journal devant la chambre. Je vais maintenant emprunter des extraits au *Catholic World*, publié à New-York. Voici ce qu'il a publié en 1885 :

La force et l'importance croissantes des Français du Canada sont la cause du sentiment annexionniste qui s'enracine aujourd'hui dans Ontario et la Nouvelle-Ecosse. Tout les Canadiens sentent que le lien britannique doit être rompu, mais la crainte de l'annexion qu'ont les Français et celle que l'indépendance inspire aux Anglais empêchent la rupture de ce lien fragile.

Une VOIX : Vous ne croyez pas cela.

M. McCARTHY : Mon honorable ami dit que je ne crois pas cela. J'ai entendu alléguer la même chose maintes fois, et il n'y a pas longtemps qu'un membre distingué de cette chambre disait que le seul remède à l'état de choses existant, était de noyer mes honorables amis de la province de Québec dans la grande union Américaine.

M. LAURIER : Etes-vous donc annexionniste ?

M. McCARTHY : Certes non. Je ne suis pas du tout de cet avis, M. l'Orateur. Je crois que cette question peut être réglée, qu'elle le sera, et qu'elle doit l'être sans changer la constitution du Canada, mais je crois que si elle n'est pas réglée, de grandes difficultés devront surgir, comme je l'ai dit.

M. MILLS (Bothwell) : Elle est réglée.

M. McCARTHY : L'article du *Catholic World* dont je veux parler, commence ainsi :

" Nous sommes des Anglais parlant le français," a dit feu sir George Cartier, le collègue et l'ami intime de sir John A. Macdonald.

Et l'article explique comme suit le résultat de cette déclaration de ce politique canadien distingué :

Jusque-là, il avait été le chef incontesté de l'élément canadien-français ; trois ans après, il était impitoyablement défait dans Montréal-Est par un jeune avocat obscur du nom de Jetté. Cette défaite écrasante a été le moyen dont les Canadiens-français se sont servis pour punir sir George de son discours ultra-loyal et des sentiments inexacts qu'il renfermait. Non pas que les Canadiens-français ne soient point sympathiques à l'Empire dans l'état de choses actuel ; seulement, il faut se rappeler qu'ils y sont sympathiques comme Canadiens-français.

Je demande à la chambre la permission de lui citer un autre extrait.

M. BERGERON : Est-ce un autre livre religieux ?